

TITRE III

Dispositions communes.

Art. 6. — Les nominations dans les emplois de directeur départemental et de directeur régional des affaires sanitaires et sociales ainsi que les avancements d'échelon sont prononcés par arrêté des ministres chargés de la sécurité sociale et de la santé.

Les nominations prononcées en application des dispositions prévues à l'article 3, alinéa 2, et à l'article 5, alinéa 2, ne peuvent excéder 20 p. 100 de l'effectif respectif des emplois de directeur régional et des emplois de directeur départemental.

Les fonctionnaires occupant un emploi de directeur départemental ou de directeur régional des affaires sanitaires et sociales sont placés en position de détachement de leur corps d'origine.

Art. 7. — Sous réserve des dispositions prévues aux derniers alinéas des articles 2 et 4 ci-dessus, les fonctionnaires nommés dans un emploi de directeur départemental ou de directeur régional des affaires sanitaires et sociales sont classés à l'échelon comportant un indice immédiatement supérieur à celui détenu dans leur grade. Lorsque la majoration de traitement qui résulte de leur nomination est inférieure à celle correspondant à un avancement dans leur grade, ils sont classés à l'échelon au-dessus de celui comportant un traitement immédiatement supérieur à celui précédemment perçu. Ils conservent, dans la limite du temps nécessaire pour le passage à l'échelon supérieur, l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur grade. Si le report de cette ancienneté peut avoir pour effet de classer à un même échelon des fonctionnaires se trouvant à des échelons différents d'un même grade, seuls ceux qui sont au plus élevé de ces échelons conservent leur ancienneté d'échelon dans la limite nécessaire pour le passage à l'échelon supérieur.

Toutefois, ceux qui occupent un emploi de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales au moment de leur nomination dans l'emploi de directeur régional des affaires sanitaires et sociales sont classés à l'échelon comportant un indice immédiatement supérieur à celui correspondant au traitement perçu en dernier lieu dans leur emploi et conservent dans cet échelon l'ancienneté précédemment acquise.

Les fonctionnaires occupant un emploi de directeur départemental ou de directeur régional des affaires sanitaires et sociales perçoivent le traitement afférent à leur grade si celui-ci est ou devient supérieur à celui de l'emploi occupé.

Art. 8. — Tout fonctionnaire occupant un emploi de directeur départemental ou de directeur régional des affaires sanitaires et sociales peut se voir retirer cet emploi dans l'intérêt du service.

TITRE IV

Dispositions transitoires.

Art. 9. — Les fonctionnaires reclassés dans le grade de directeur des services régionaux de la sécurité sociale prévu à l'article 19 du décret du 27 mai 1977 susvisé peuvent être nommés dans les emplois de directeur départemental ou de directeur régional des affaires sanitaires et sociales.

Ces nominations sont effectuées conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 7 ci-dessus.

Art. 10. — Les directeurs des services régionaux de la sécurité sociale mentionnés à l'article 9 ci-dessus ainsi que les directeurs hors classe et les directeurs de classe normale de l'action sanitaire et sociale reclassés dans le grade de chef de service des affaires sanitaires et sociales ont vocation à une nomination dans les emplois de directeur départemental et de directeur régional des affaires sanitaires et sociales; il peut être dérogé à cet effet aux dispositions prévues au premier alinéa de l'article 5 pour les nominations à l'emploi de directeur régional.

Art. 11. — Pendant une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret et par dérogation aux dispositions prévues à l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs principaux pourront, s'ils sont parvenus au moins au 4^e échelon de leur grade, être nommés dans l'emploi de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il est créé un échelon provisoire de début dans l'emploi de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

La durée du temps de services effectifs passé dans cet échelon provisoire est fixée à un an et six mois.

Les inspecteurs principaux nommés dans l'emploi de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en application du présent article sont classés dans ce même échelon provisoire.

Art. 12. — Le ministre délégué à l'économie et aux finances, le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du premier jour du mois suivant sa date de publication.

Fait à Paris, le 27 mai 1977.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,
SIMONE VEIL.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances,
ROBERT BOULIN.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),
MAURICE LIGOT.

SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

Diplôme de l'institut national du sport
et de l'éducation physique.

Le secrétaire d'Etat aux universités et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, et notamment son article 8;

Vu le décret n° 76-1330 du 31 décembre 1976 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'institut national du sport et de l'éducation physique, et notamment son article 11;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le diplôme de l'institut national du sport et de l'éducation physique (I. N. S. E. P.) sanctionne les études supérieures effectuées par les enseignants d'éducation physique et sportive qui ont été admis au département de la formation (section préparatoire au diplôme de l'I. N. S. E. P.).

Art. 2. — L'admission à la section préparatoire au diplôme de l'I. N. S. E. P. se fait par concours.

Pour être admis à concourir, les candidats doivent :

1° Être professeurs d'éducation physique et sportive, professeurs adjoints d'éducation physique et sportive ou chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive en situation d'activité;

2° Avoir exercé leurs fonctions pendant cinq ans au moins au moment de l'entrée à l'I. N. S. E. P.

Art. 3. — Des auditeurs étrangers peuvent être admis dans la limite des places disponibles s'ils justifient auprès du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports qu'ils possèdent des titres équivalents à ceux qui sont exigés des autres candidats.

Art. 4. — Les candidats doivent préciser au titre de quelle option ils désirent concourir.

Ils doivent présenter un dossier comprenant l'état de leurs services et le relevé de leurs titres, travaux personnels et publications.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports arrête la liste des candidats admis à concourir.

Art. 5. — Le concours d'admission comprend :

1° Le résumé d'un texte remis aux candidats au moment de l'épreuve (durée : une heure trente ; coefficient 1);

2° Un exposé de vingt minutes préparé en une heure et suivi d'un entretien avec le jury. Le sujet de l'exposé, tiré au sort par le candidat, porte, pour chacune des sections, sur un thème fixé chaque année par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (coefficient 1,5).

Après délibération, le jury soumet au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports la liste des candidats proposés dans chaque section pour l'admission à l'I. N. S. E. P.

Art. 6. — Les enseignants admis comme élèves à l'institut national du sport et de l'éducation physique (section préparatoire au diplôme de l'I. N. S. E. P.) conservent leur traitement et leur poste d'origine, dans lequel ils sont remplacés pendant la durée de leurs études. Ceux d'entre eux qui n'ont pas satisfait aux conditions de scolarité sont réintégrés dans leur poste d'origine sur proposition du directeur, après avis des enseignants de la section. En cas de maladie ou d'accident survenant en cours d'études, le directeur peut, après avis des enseignants de la section, autoriser les élèves à prolonger la durée de leur scolarité.

Art. 7. — Le diplôme de l'institut national du sport et de l'éducation physique est délivré aux candidats qui ont successivement satisfait aux épreuves d'un certificat commun pour les différentes options et à celles d'un certificat propre à chaque option et qui ont accompli des stages et soutenu un mémoire dans les conditions définies ci-après.

Art. 8. — Le certificat commun à tous les candidats doit permettre d'apprécier les connaissances et l'expérience du candidat relativement à l'évolution de l'éducation physique et sportive et à son rôle dans la société.

Les épreuves de ce certificat sont subies au terme du premier semestre d'études. Leur programme est fixé par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Nul n'est admis à poursuivre ses études à l'institut national du sport et de l'éducation physique s'il échoue au certificat commun.

Art. 9. — Le certificat propre à chaque option constate l'aptitude du candidat à réaliser la synthèse de connaissances générales (sciences biologiques ou sciences humaines, ou techniques administratives et de gestion) et de données propres à des activités physiques de sports et de loisirs sportifs ainsi que de plein air.

Il porte sur le thème choisi par le candidat parmi ceux qui sont déterminés chaque année par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 10. — Les stages compris dans la formation sont accomplis soit à l'administration centrale, dans les services extérieurs ou dans des établissements de la jeunesse et des sports, soit dans des établissements ou organismes habilités à cet effet par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 11. — Le mémoire est rédigé par le candidat sur un sujet choisi par lui et agréé par le directeur de l'I. N. S. E. P. Sa soutenance comporte une présentation suivie d'un entretien avec le jury.

Art. 12. — La durée de la scolarité à l'institut national du sport et de l'éducation physique est de quatre semestres.

Le cycle d'études est ainsi établi :

Pour le premier semestre : préparation du certificat commun ;
Pour les trois semestres suivants : certificat spécialisé, stages d'une durée de dix semaines et préparation du mémoire.

Art. 13. — Sont de plein droit reconnus titulaires du diplôme de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive les professeurs et maîtres de recherche recrutés par contrat entre le 6 avril 1970 et le 31 décembre 1972 pour participer à la création des services d'enseignement et de recherche de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive.

Art. 14. — Le diplôme de l'institut national du sport et de l'éducation physique est substitué au diplôme de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive.

Art. 15. — Le directeur de l'éducation physique et des sports et le directeur de l'institut national du sport et de l'éducation physique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 mai 1977.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
JACQUES PERRILLIAT.

Le secrétaire d'Etat aux universités,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur des enseignements supérieurs,
JEAN IMBERT.

Conseil supérieur de la recherche scientifique.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports en date du 17 mai 1977, sont nommés au conseil supérieur de la recherche scientifique du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports pour une durée de deux ans renouvelables :

M. Albertini (Jean-Marie), maître de recherche au C. N. R. S. (Calluire) ;

M. Boixvives (Laurent), président directeur général de société ;

M. Broussin (Jean), professeur à l'université de Bordeaux-II ;

M. Cambou (Francis), professeur à l'université de Toulouse-III ;

M. Casanova (Jean-Claude), professeur à l'institut d'études politiques de Paris ;

M. Citti (Laurent), directeur du Conservatoire national des arts et métiers ;

M. Lagasse (Jean), directeur scientifique du C. N. R. S. ;

M. Meyniel (Gaston), professeur à l'université de Clermont-Ferrand-I ;

M. Monod (Hugues), professeur à l'université de Paris-VI ;

M. Remond (Antoine), directeur de recherche au C. N. R. S. (hôpital Salpêtrière) ;

M. Rodocanachi (Pierre), directeur de société ;

Mme Teillac (Andrée), professeur à l'université de Paris-V.

Nomination d'un chargé de mission responsable de la mission de coordination scientifique.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports en date du 17 mai 1977, M. Lostis, maître de recherche au C. N. R. S., est nommé chargé de mission, responsable de la mission de coordination scientifique du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1976-1977

I. — ORDRE DU JOUR

Mardi 31 mai 1977.

A seize heures. — 1^{re} SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi (n° 2829) instituant le complément familial. (Rapport n° 2924 de M. Pinte, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

A vingt et une heures trente. — 2^e SÉANCE PUBLIQUE

1. Fixation de l'ordre du jour.

2. Suite de l'ordre du jour de la 1^{re} séance.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée pour le mardi 31 mai 1977, à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence.

II. — COMMISSIONS

Convocation de commissions.

La commission des affaires étrangères se réunira le jeudi 2 juin 1977, à dix heures trente (salle n° 2250) :

1^o Décision de la commission sur la demande de vote sans débat pour le projet de loi (n° 2752) autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions du protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement, signé à Bruxelles le 10 juillet 1975.

2^o Examen du rapport de M. Ferretti sur le projet de loi (n° 2775), adopté par le Sénat, autorisant le Gouvernement de la République française à approuver l'accord international de 1976 sur le café, ensemble deux annexes, fait à Londres le 3 décembre 1975.

3^o Examen du rapport de M. Nessler sur le projet de loi (n° 2776), adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française aux protocoles portant troisième prorogation